

Jean-Claude Caron

**Jean-Philippe Luis, *L'Utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Casa de Velasquez, 2002, 462 p.**

---

**Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Jean-Philippe Luis, *L'Utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Casa de Velasquez, 2002, 462 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 26-27 | 2003, mis en ligne le 23 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index787.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index787.html>

Document généré automatiquement le 22 janvier 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Jean-Claude Caron

**Jean-Philippe Luis, *L'Utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Casa de Velasquez, 2002, 462 p.**

Pagination de l'édition papier : p. 425-429

- 1 Avec le beau titre de cette très riche étude, Jean-Philippe Luis rappelle, si besoin était, que l'utopie peut être réactionnaire. Qu'à côté des « progressistes », il existe aussi des utopistes dont le modèle est construit à partir d'un passé réinventé, mythifié, sorte d'âge d'or – ainsi de Bonald ou de Maistre – dont, en France, le dernier grand représentant sera Charles Maurras. Encore ce dernier bénéficiait-il d'un recul historique ou d'une distance temporelle avec la rupture événementielle fondamentale qu'était la Révolution française pour intégrer dans sa réflexion toutes les expériences ou les projets politiques advenus en un siècle. Tel n'est pas le cas de cette Espagne du premier dix-neuvième siècle, de cette « décennie abominable » ou « honteuse » (1823-1834) qui voit la restauration du pouvoir absolu de Ferdinand VII grâce à l'intervention des « cent mil fils de saint Louis » envoyés par la France. S'ensuit une sanglante répression contre les libéraux. Tel est, rapidement évoqué, le contexte de l'époque étudiée par l'auteur, maître de conférences à l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand et spécialiste de l'Espagne contemporaine. Cette terre espagnole est, encore pour longtemps, un pays de violences politiques parfois difficilement lisibles, où les coups de force, les intrigues, les renversements de situations, les pronunciamientos interrogent une France en pleine construction de son identité nationale. Jamais vraiment absente du paysage politique espagnol
- avec l'acmé de 1823 –, mais jamais vraiment présente non plus, la France va construire cette image d'une Espagne ingouvernable, pays d'une sorte de folklore national dont les mœurs supposées (assassinats et révolutions en tous genres) tiendraient lieu de valeurs politiques. Avant que les arts (peinture et musique en premier lieu) ne s'emparent d'une Espagne faite de tauromachie, de flamenco et d'amours impossibles.
- 2 Cette utopie réactionnaire réside dans le projet élaboré par Ferdinand VII de soumettre à une procédure judiciaire tous les hauts fonctionnaires de l'État en place au moment de l'expérience libérale de 1820-1823, voire de l'expérience napoléonienne. Ne seront conservés que les « purs », les autres étant théoriquement éliminés. Dans les faits, moins de 10% de cette élite sont finalement épurés ; il convient d'ajouter à cette épuration des sanctions telles que déplacements ou rétrogradations. Mais, même ainsi, en prenant également en compte l'épuration des ultras, partisans de don Carlos, frère de Ferdinand VII, favorable à un retour intégral à l'Ancien Régime (la configuration n'est pas sans rappeler le cas français, avec Louis XVIII et le comte d'Artois), le processus reste limité. Ce qu'étudie Jean-Philippe Luis, c'est au fond la confrontation de l'idéologie et du politique : d'un côté, l'affirmation d'un ensemble de valeurs ; de l'autre, une pratique. Autrement dit, comment cohabitent un souverain s'affichant officiellement absolutiste et un État fonctionnant selon les règles, déjà classiques dans d'autres pays, du libéralisme. Si utopie il y a, elle réside dans cette volonté affichée de réaction face à des élites administratives suspectées, souvent à juste titre, d'être des *afrancesados* ou des libéraux, d'où le vœu d'une épuration massive ; mais la nécessité d'utiliser les compétences, le besoin de réorganisation administrative finissent par l'emporter. Jean-Philippe Luis montre en quoi la mise en place d'un État libéral, soucieux d'une bonne gestion – c'est-à-dire d'une contraction des dépenses publiques –, s'oppose à la continuation d'un État d'Ancien Régime, fondé sur des relations personnelles entre le souverain et les fonctionnaires, sur

un clientélisme revendiqué. En définitive, libéraux, conservateurs et absolutistes modérés se trouvent sur une même longueur d'onde. Il s'agit de centraliser et de rationaliser, de créer de nouvelles institutions – ainsi un Conseil des ministres – et une véritable bureaucratie, avec des spécialisations par corps, comme pour le secteur vital des Finances. Peu à peu, on passe de l'employé public au fonctionnaire, et à la spécialisation en corps. Globalement, la fonction publique est de plus en plus hiérarchisée, rejetant ceux qu'elle ne peut ou ne veut conserver, autant pour des motifs budgétaires que pour des motifs politiques. Les enjeux sont d'autant plus importants que les sources d'emplois traditionnelles (administration coloniale, armée, Église) ne recrutent plus ou recrutent beaucoup moins.

3 Les quatre grandes parties de l'ouvrage présentent un parcours qui, partant de l'état des lieux de la fonction publique espagnole à l'issue de l'occupation française, permet de saisir la nature et les conséquences des réformes introduites, non sans réticences ni résistances, à la fin, voire au lendemain du règne de Ferdinand VII. La thèse de Jean-Philippe Luis est que ces réformes n'ont en définitive fait que prolonger de manière artificielle l'absolutisme, donnant lentement naissance aux prémices d'un État libéral répondant à la description qu'en fit Max Weber. Lentement donc, mais pas complètement non plus, l'Espagne semble se résoudre à abandonner un système patrimonial et clientéliste, la contradiction résidant toutefois dans l'interférence forte du politique et de l'administratif, comme en témoigne la vague d'épuration qui suit, en 1823, le retour au pouvoir de Ferdinand VII. Les *juntas de purificaciones* excluent 13% des employés de l'administration centrale jugés *impurificados*, et près de 30% dans l'armée. Mais, rapidement supprimées, ces juntas se montrent finalement moins sévères que prévu ; de plus, de nombreuses réintégrations auront lieu, en fonction des besoins. C'est finalement Ferdinand VII qui se montre le plus sévère ; les *juntas de purificaciones* sont rétablies en 1824 ; sérieusement envisagée, la restauration de l'Inquisition est repoussée sous la pression des puissances étrangères, dont la France, mais des tribunaux ecclésiastiques (*juntas de fe*) sont créés ; les ultras triomphent et font tout pour limiter les effets de l'amnistie, établissant de plus une stricte censure. Jean-Philippe Luis met en avant le rôle moteur de Calomarde, placé à la tête de la Justice, la magistrature étant particulièrement visée par cette politique d'épuration. Au total, toutefois, on peut estimer qu'environ 9% au maximum des employés publics ont été déclarés *impurificados*, surtout concentrés dans la haute fonction publique. Sur la durée du règne, on observe une progressive normalisation des rapports entre le régime et son administration. Cea Bermudez, homme fort du régime à la fin de 1832, est certes un absolutiste, mais modéré. Une amnistie est proclamée et, non sans résistance, devient effective en 1834. Libéraux et *afrancesados* rentrent en grâce, certes avec des limites, comme le comte de Cabarrus, fils du ministre des Finances de Joseph Bonaparte. A leur tour, les ultras sont épurés, surtout ceux qui, dans la guerre de succession, prennent position pour don Carlos.

4 Parallèlement, le pays s'interroge sur les causes de son déclin, aggravé par la perte des colonies américaines. Une fois mises en avant les Lumières et l'occupation française, le débat s'engage sur l'immobilisme administratif et la faillite des finances publiques. En 1823, innovation essentielle notée par Jean-Philippe Luis, un Conseil des ministres est institué : il prend peu à peu de la puissance, face aux autres conseils (d'État, des Finances, royal) et face au souverain. Mais il manque un maillon essentiel dans l'administration du pays : en 1832, est enfin créé un ministère de l'Intérieur (Fomento) aux attributions très larges, qui, peu à peu, va imposer son rôle face à la traditionnelle puissance du ministère des Finances. Celle-ci perdure sous la houlette de Luis Lopez Ballesteros, son titulaire de 1823 à 1832. Appuyé sur un réseau de spécialistes venus de tous les horizons professionnels et politiques (ainsi le banquier Aguado, son intermédiaire à Paris, ou Javier de Burgos), ce dernier a pour objectif de remettre de l'ordre dans les finances publiques et dans le système fiscal ; la comptabilité est modernisée, la centralisation devient un mot d'ordre, qui se heurte aux intérêts locaux. Quant à l'Intérieur, il a en théorie la charge de la statistique, des chemins et canaux, de l'agriculture, du commerce et des mines, du courrier, de l'enseignement et de la culture, de la police et des prisons, et de bien d'autres domaines. Avec la nomination à sa tête de Javier de Burgos en octobre 1833, il prend un essor décisif. Plus généralement, se dessine la volonté d'une meilleure gestion du personnel public : autrement dit la volonté d'en réduire le nombre pour en diminuer le

coût. Des juntes de qualification s'essaient à hiérarchiser ce personnel très hétéroclite, dans ses compétences, ses attributions, ses rémunérations. Des catégories sont créées, traitements et retraites sont harmonisés. Mais il est plus facile de réduire les traitements (environ 10% pour le salaire moyen) que de diminuer les effectifs : ceux-ci augmentent *de facto*, d'autant qu'il faut reclasser les employés publics rentrés des colonies américaines et que le secteur libéral (commerce, industrie) n'absorbe qu'une faible partie des diplômés. L'Espagne découvre la réalité d'un budget d'État, dont le premier exercice est produit en 1828. Malgré les limites de l'exercice, soulignées de façon argumentée par Jean-Philippe Luis, l'Espagne entre dans une nouvelle période sur le plan administratif. C'est d'autant plus étonnant que, comme le révèle l'étude d'un document inédit, les élites du pays continuent à penser l'organisation sociale comme une société d'ordres, mais valorisant la place des serviteurs de l'État. Toutefois, dans la pratique, la fonctionnarisation se heurte au maintien de nombreux archaïsmes comme des réseaux clientélistes, l'interférence du politique avec l'administratif, la foison de statuts et de pratiques des personnels, même si l'administration a su instaurer un esprit de corps et de résistance permettant de limiter les effets de l'épuration. D'un autre côté, on observe le maintien de conceptions anciennes, comme la chasse aux emplois publics par tous moyens (*empleomania*) ou la conception de l'emploi comme propriété personnelle, comme fournisseur de rang dans la société, plus que comme catégorie liée à une compétence ou même à un travail précis !

- 5 Au total, loin de l'image traditionnelle de la décennie honteuse, Jean-Philippe Luis conclut à un véritable dynamisme de la période. Il ne s'agit nullement de réhabiliter cette dernière, un système ou un souverain, mais de mettre en évidence la façon dont la réaction (au sens idéologique, politique et social du terme), soumise à des contraintes intérieures et extérieures, parfois contradictoires, a dû concilier son discours et sa pratique. Cette utopie réactionnaire, dès lors, s'inscrit à la fois dans le cadre d'une histoire de la pensée politique, mais aussi de la pratique politique dont l'auteur montre tout l'intérêt de la confrontation : à le lire, on prend conscience de l'existence d'un modèle espagnol, dont la comparaison avec le modèle anglais, français ou, plus tardivement, avec les modèles allemand et italien ne manquerait pas d'intérêt. Il émet un jugement nuancé et convaincant sur l'irréversible processus de rationalisation administrative en marche, confronte de manière heureuse la théorie et la pratique, pèse le rapport entre État, fonction publique et société, analyse le poids du contexte dans la mise en œuvre de réformes : sans rechercher objectivement la comparaison avec d'autres périodes, celle-ci finit par s'imposer. Pour dire les choses simplement, le non-spécialiste du pays, de la période ou du thème abordés par cet ouvrage y trouvera une réflexion stimulante, où les apports conceptuels de l'histoire, de la science politique et de la sociologie historique se conjuguent avec bonheur. Faut-il préciser, enfin, que les travaux en langue française – ici, de surcroît, la langue est belle – sur l'Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle sont rares et qu'il faut de ce fait remercier l'éditeur de la publication de cet ouvrage qui est une version aménagée de la thèse soutenue en 1998 par Jean-Philippe Luis. Ajoutons, pour conclure, que la qualité des publications de la Casa de Velasquez équivaut à celle d'une maison d'édition professionnelle et que le lecteur bénéficie, outre les 350 pages « utiles », de précieuses et abondantes sources, d'annexes et d'un index.

---

### ***Pour citer cet article***

Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Jean-Philippe Luis, *L'Utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Casa de Velasquez, 2002, 462 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 26-27 | 2003, mis en ligne le 23 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index787.html>

---

### ***Droits d'auteur***

Tous droits réservés

---

***Licence portant sur le document*** : Tous droits réservés